



## Conseil de sécurité

PROVISOIRE

S/PV.2985  
29 avril 1991

FRANCAIS

### PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 2985e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le lundi 29 avril 1991, à 12 h 25

**Président :** M. NOTERDAEME

(Belgique)

**Membres :** Autriche  
Chine  
Côte d'Ivoire  
Cuba  
Equateur  
Etats-Unis d'Amérique  
France  
Inde  
Roumanie  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord  
Union des Républiques socialistes  
soviétiques  
Yémen  
Zaïre  
Zimbabwe

M. HOHENFELLNER  
M. LI Daoyu  
M. BECHIO  
M. ALARCON de QUESADA  
M. AYALA LASSO  
M. PICKERING  
M. MERIMEE  
M. GHAREKHAN  
M. MUNTEANU  
  
Sir David HANNAY  
  
M. VORONTSOV  
M. BASALAMAH  
M. BAGBENI ADEITO NZENGEYA  
M. MUMBENGEGWI

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

La séance est ouverte à 12 h 25.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté.

LA SITUATION ENTRE L'IRAQ ET LE KOWEIT

DECLARATION DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE CONCERNANT LES ETATS QUI ONT INVOQUE L'ARTICLE 50 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES

Le PRESIDENT : Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations antérieures.

A l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, j'ai été autorisé à faire, au nom du Conseil, la déclaration suivante :

"Les membres du Conseil de sécurité ont examiné le mémorandum du 22 mars 1991 (document S/22382), adressé au Président du Conseil de sécurité par les 21 Etats ayant invoqué l'Article 50 de la Charte des Nations Unies du fait de difficultés économiques particulières dues à l'application des sanctions prises contre l'Iraq et le Koweït en vertu de la résolution 661 (1990) du Conseil.

Les membres du Conseil ont pris connaissance du rapport oral que le Secrétaire général leur a présenté le 11 avril 1991 et par lequel il appuie l'appel lancé par les 21 Etats ayant invoqué l'Article 50. En outre, le Secrétaire général a informé le Conseil, le 26 avril 1991, des conclusions de la session que le Comité administratif de coordination (CAC) vient de tenir à Paris et d'où il ressort que les membres du CAC sont convenus de poursuivre leurs efforts avec vigueur pour répondre efficacement aux besoins des pays les plus touchés par la mise en oeuvre de la résolution 661 (1990). Le Secrétaire général, par le truchement du CAC, coordonnera, dans le cadre de cette assistance, les activités des institutions du système des Nations Unies.

Les membres du Conseil de sécurité ont pris note des réponses d'un certain nombre d'Etats - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Luxembourg (au nom de la Communauté européenne et de ses 12 Etats membres), Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suisse et Union soviétique - qui ont donné des

Le Président

renseignements précis sur l'assistance qu'ils fournissent à plusieurs pays affectés; ils ont également pris note des réponses de responsables d'institutions financières internationales, telles celles du Président de la Banque mondiale et du Directeur général du Fonds monétaire international. Ils invitent les autres Etats membres ainsi que les institutions financières et organisations internationales à informer le Secrétaire général au plus tôt des mesures qu'ils ont prises en faveur des Etats ayant invoqué l'Article 50.

Les membres du Conseil de sécurité lancent un appel solennel pour que les Etats, les institutions financières internationales et les organes des Nations Unies répondent positivement et rapidement aux recommandations du Comité du Conseil de sécurité, créé par la résolution 661 (1990), en faveur des pays qui se trouvent en présence de difficultés économiques particulières dues à l'exécution des mesures imposées par la résolution 661 (1990) et qui ont invoqué l'Article 50.

Les membres du Conseil de sécurité constatent que la procédure mise en place en vertu de l'Article 50 de la Charte reste en vigueur."

Le Conseil de sécurité a ainsi achevé, à ce stade, l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 12 h 30.